



TRANSITION AU GABON

ENTRE **DÉSORDRE INFORMATIONNEL
ET FAKE NEWS**

ÉTAT DES LIEUX , UN AN PLUS TARD





SOMMAIRE

- 1- RÉSUMÉ
- 2 - A PROPOS DE L'AUTEUR
- 3 - INTRODUCTION
- 5 - L'ENVIRONNEMENT DE LA DÉSINFORMATION AU GABON
- 6 - LES ACTEURS DU DÉSORDRE INFORMATIONNEL AU GABON
- 9 - TRANSITION : DES MÉDIAS ENGAGÉS POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE
- 10 - FACE À LA PRESSE ÉTRANGÈRE : QUELLE(S) RÉACTION(S)
- 10
- 12 - CAS D'ÉTUDE : FAKE NEWS CONCERNANT LE REPORT DES TRAVAUX
DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF (DNI)
- 13 - L'IMPACT DES FAUSSES INFORMATIONS SUR LA TRANSITION ACTUELLE
- 14 - RECOMMANDATIONS
- 16 - CONCLUSION



RÉSUMÉ

TRANSITION AU GABON

Le 26 août 2023, peu de temps après la clôture des bureaux de vote de l'élection présidentielle qui marquait la fin du mandat d'Ali Bongo Ondimba, Rodrigue Mboumba Bissawou, ancien ministre de la communication, annonçait à la télévision Gabon24 la suspension immédiate d'Internet sur l'ensemble le territoire national. Il justifiait cette décision par des considérations d' « *intérêt supérieur de la Nation* » et par « *la nécessité de prévenir les appels à la violence et la diffusion de fausses informations sur les réseaux sociaux* ».

Au lieu de relancer le débat sur la liberté d'expression et l'accès à la connectivité Internet sûre et accessible à tous, la déclaration du ministre sous-entend que « *la désinformation a toujours été une réalité, en particulier pendant les périodes politiques tendues (comme les élections) à l'exemple*

blement, le Gabon n'y échappe pas », Grif-fin ONDO (Gabonreview).

Au Gabon, la circulation des informations erronées a déjà causé une perte en vie humaine. En janvier 2023, un individu a été battu à mort¹ par une foule en raison de fausses rumeurs qui ont été massivement partagées sur les réseaux sociaux concernant les disparitions d'enfants. Loin d'être

voir le 30 août 2023² a marqué le début d'une propension des fausses informations qui ne montre aucun signe de ralentissement.

Un an plus tard, on constate un véritable désordre informationnel avec une tendance à se multiplier de manière exponentielle et envahissante.

Pendant cette période de transition au Gabon, les fake news (fausses nouvelles) sont diffusées par divers acteurs, tels que les politiciens, certains utilisateurs des réseaux sociaux (influenceurs, activistes) et les médias.

Dans ce qui s'apparente à un jeu de diffamation et de déstabilisation, ces différents acteurs ont un point commun : poursuivre des cibles sociales proches ou pas de la sphère politique actuelle.

Au niveau juridique, la publication des informations mensongères peut constituer une infraction pénale, entraînant des poursuites pour diffamation, propagande trompeuse ou atteinte à l'ordre public. Les contrevenants s'exposent à des sanctions allant d'amendes à des peines de prison

juillet 2019 portant Code pénal en République gabonaise.

En dépit de ces dispositions, les moyens manquent pour contrer le phénomène.

¹Comment la rumeur d'enlèvements d'enfants à répétition a enflammé :

Libreville : <https://www.jeuneafrique.com/889032/societe/gabon-comment-la-rumeur-d-enlèvements-d'enfants-a-repetition-a-enflamme-libreville/>

²Coup d'Etat au Gabon - « Nous mettons fin au régime en place », annonce des militaires à la télévision :

https://www.lemonde.fr/afrrique/video/2023/08/30/gabon-nous-mettons-fin-au-regime-en-place-annonce-des-militaires-a-la-television_6187061_3212.html



À PROPOS DE L'AUTEUR

Boursier TCHIBINDA est diplômé en journalisme (ESJ Lille) et en communication (ESJ Paris).

Il a été consultant dans des projets institutionnels et formateur certifié avec des partenaires tels que l'Agence Française de Développement, la Banque mondiale, l'Institut Républicain International (IRI) et Global Integrity. Bénéficiaire des programmes de l'Agence française de coopération médias CFI médias, il est également contributeur chez France24 et a été chroniqueur chez RFI.

Titulaire d'un master 2 en management international des médias de l'Université de Lille, Boursier TCHIBINDA est par ailleurs Vice-président de l'Association des Professionnels de l'Information et de la Communication (APIC Gabon) et fondateur du média d'analyse gabonmag.com



INTRODUCTION



Boursier TCHIBINDA
Journaliste

La désinformation n'est pas un phénomène nouveau et n'est pas née avec la transition actuelle au Gabon, car elle existait bien avant qu'Internet et les réseaux sociaux ne commencent à la moderniser.

Plus connu sous le terme de « Kongossa », un mot d'origine camerounaise qui désigne la rumeur, le commérage, il est considéré à tort ou à raison comme une « source » d'informations au Gabon. D'ailleurs, le Kongossa a longtemps contribué à construire un lien social fort autour de celui qui colporte la bonne « doc » (informations) : « *c'est une doc sûre. C'est le frère/la sœur de...X...qui travaille avec le ministre* », peut-on entendre lorsqu'il s'agit de recouper et de vérifier l'information.

Si cette façon d'accéder à l'information représente une menace, c'est parce qu'elle repose sur la transmission de contenu sans vérification préalable entre l'émetteur et le récepteur, contenu qui peut être manipulé et amplifié par les réseaux sociaux.

Plus de deux décennies après l'irruption d'Internet dans le paysage médiatique gabonais, le secteur de la communication brille par une certaine forme de déprofessionnalisation³ du métier de journaliste. Une situation qui met en mal les opérations de collecte, de tri, de traitement et de publication de l'information.

Pour Laurence NDONG⁴, Ministre de la communication, « *le journalisme est un métier qui répond à une éthique et à une déontologie. Il faut avoir été formé à ce métier pour pouvoir respecter l'éthique et la déontologie* », précise celle qui entend promouvoir la formation des journalistes dans un pays où il n'y a pas d'école de journalisme et où l'ab-

professionnels.

Près d'un an après le coup d'État militaire, la désinformation s'est invitée dans l'actualité du pays.

En effet, le 27 septembre 2023, une note circulant sur le réseau social WhatsApp faisait mention d'une opération de recrutement au sein du palais présidentiel. Et pour donner du sens, cette fausse information était estampillée d'un accusé de réception filmé et partagé plusieurs fois à travers les messageries de certains réseaux sociaux, accompagnée de témoignage.

Le 29 septembre, le communiqué 013 du CTRI a officiellement démenti ladite information après qu'une vague de personnes se soit rendue à l'adresse indiquée pour le dépôt physique de leur dossier.

Pour endiguer le problème, l'organe militaire s'est doté de ses propres canaux de diffusion, dont un site internet et une application mobile. Selon le communiqué 040 du 12 janvier, « ces plateformes numériques sont les ressources officielles uniques du CTRI visant à fournir des informations fiables, à combattre la désinformation et promouvoir l'engagement des citoyens

MANFOUMBI MANFOUMBI, Porte-parole du CTRI.

“

Au Gabon, le paysage médiatique est varié : la presse, la radio, l'audiovisuel et Internet, proposent une variété de sources d'information. Le média le plus accessible reste la radio, qui couvre près de 85 % du territoire national, selon l'UNESCO⁵. Il existe une vingtaine de titres dans la presse écrite, et le seul quotidien national, L'Union, est vendu à 500 francs CFA l'unité.

”

³ La déprofessionnalisation est un processus par lequel une activité ou un métier perd en qualité professionnelle.

⁴ Une administration sinistrée parue dans GabonReview :

<https://www.gabonreview.com/communication-jai-trouve-une-administration-sinistree-assure-laurence-ndong/>

⁵ Etude sur le développement des médias au Gabon basée sur les indicateurs de développement des médias de l'UNESCO, 2013



Boursier TCHIBINDA
Journaliste

Cette analyse a été menée avec la participation de plusieurs journalistes, experts et spécialistes des médias au Gabon. À l'occasion de ce travail de collecte d'informations, l'auteur a été amené à rencontrer certains acteurs du secteur de l'information et d'autres ont été joints par téléphone et visio-conférence.

Elle présente un aperçu de l'écosystème informationnel au Gabon en cette période de transition et s'appuie particulièrement sur des entretiens, la consultation de diverses études, des enquêtes, des rapports ainsi que des articles de presse. Nous attirons donc votre attention sur certaines limites que peuvent présenter les résultats de celle-ci. Nous avons essayé au maximum d'harmoniser les éléments d'analyses avec le contexte socio-politique du pays depuis l'avènement des militaires au pouvoir.

Comme vous pourrez l'observer lors de la lecture de ce document, l'analyse, menée avec plusieurs contributions, est délimitée dans le temps et dans l'espace et les résultats sont représentatifs de ces éléments.

COMPRENDRE LE DÉSORDRE INFORMATIONNEL

Selon le First Draft⁹ (2021), le désordre informationnel fait référence aux nombreuses façons dont l'écosystème de l'information est pollué. Cette définition catégorise trois types distincts du phénomène, à savoir : la désinformation, la mésinformation et la mal information.

- La **désinformation** est la création délibérée d'informations ou des faits manipulés dans l'intention de nuire. La personne qui partage ce type d'information sait qu'elle est fautive. Par son acte, il y a derrière une volonté de duper, de créer une fautive information dans le but de nuire à quelqu'un ou d'ajouter du crédit à une théorie.
- La **mésinformation** fait référence à des informations fautes qui n'ont pas été créées dans l'intention de nuire. Le plus souvent, les informations partagées ne sont pas vérifiées.
- La **mal information** est une information basée sur la réalité mais utilisée pour nuire à des personnes, des organisations ou des pays.

En fonction du recours à l'une de ces pratiques par des individus mal intentionnés, c'est tout l'espace civique et médiatique qui se sent menacé, fragilisant de facto une lecture objective de la transition en cours au Gabon. Une transition qui s'est très vite illustrée par une relative liberté de la presse : « *la presse, c'est le quatrième pouvoir, nous allons vous rendre vos lettres de noblesse. Faites votre travail, faites-le bien* », Brice Clotaire Oligui Nguéma, discours du 2 septembre face à la presse gabonaise et internationale.

⁹First Draft est une organisation à but non lucratif fournissant des conseils pratiques et éthiques sur la manière de trouver, de vérifier et de publier du contenu provenant du Web social.



L'ENVIRONNEMENT DE LA DÉSINFORMATION AU GABON

Afin de saisir la manière dont les fausses informations sont générées et diffusées au Gabon, nous allons examiner les résultats d'un sondage mené dans le cadre d'un mémoire avec la participation de *Mickhael Ondo*, communicant et expert en médias sociaux, auprès de plus de 500 individus. Le système de gestion du questionnaire a été administré en utilisant le service en ligne de Googleforms.

Trois facteurs principaux ont contribué à établir les critères qui définissent de manière précise ce qu'on entendait par "environnement" de la désinformation, ce qui a façonné notre compréhension du problème ainsi que les réponses des personnes interrogées.

1- La fréquence d'exposition aux fake news : cette question concerne le nombre de fois où une personne a été confrontée à une fausse information. Selon les répondants, ils affirment être constamment exposés aux fausses informations, avec une fréquence de 14,70% (mensuelle), 50% (toutes les semaines) et 35,30% dans leur vie quotidienne ;

2- Sources d'exposition aux fake-news : par "sources", on entend, dans le contexte du sondage, la provenance des fausses informations qui peuvent être émises à partir du Kongossa. Le bouche à oreille (57,40%) est la principale source de désinformation au Gabon, puisqu'elle s'étend à Facebook (88,70%) et aux groupes WhatsApp (76,50%). Il semble donc que les réseaux sociaux soient les principaux moyens de diffusion et de consommation des fausses informations, ce qui n'est pas spécifique au Gabon ;

3- Les sujets les plus récurrents en matière de fake new : la nature des contenus qui y sont diffusés constituent le dernier critère de cette analyse. Il en ressort que les sujets en lien avec les annonces de recrutement et la politique gagnent le terrain de la désinformation (69,10%) contre 67,80% pour les faits divers et 30,90% pour la santé. Si 58,8 % des personnes interrogées ont admis avoir déjà partagé des fake news, 14,7 % ont avoué l'avoir déjà fait pour rigoler.

“

Au cours de cette phase de transition militaire civile, on observe une relative libéralisation de la parole publique qui privilégie les débats directs dans des lieux tels que les bars, les marchés ou les espaces publics, où l'actualité est non seulement rapportée mais aussi réinterprétée, ce qui peut entraîner une distorsion accrue.

« Cette situation est due en partie à la désinformation des populations, dont la plupart ne tirent leurs pseudos informations que sur les réseaux sociaux, nourris aux extraits de vidéos rarement objectifs donc déjà orientés. », Griffin ONDO, journaliste à Gabonreview.

”



LES ACTEURS DU DÉSORDRE INFORMATIONNEL AU GABON

Que serait l'espace civique gabonais sans liberté de ton et respect de la règle de Droit ? Pas grand-chose ! Le pays est déclaré « démocratique ». La Constitution⁷ ainsi que plusieurs autres textes de lois consacrent la liberté d'expression à tous ses citoyens. Le Gabon a même été signataire de plusieurs textes juridiques internationaux, dont la Déclaration⁸ des Principes de la liberté d'expression en Afrique. Au vu de ces dispositifs juridiques,

Avec le développement des médias en ligne au Gabon, dès les années 2000, l'information est devenue très accessible, occasionnant l'apparition de multiples producteurs, et par conséquent, la diffusion des contenus parfois non vérifiés. Seul bémol, le pays éprouve, comme d'autres pays d'Afrique francophone tel que la Guinée, des difficultés à réguler l'espace civique web né avec l'avènement des réseaux sociaux.

A ce titre, les travaux de Claire Wardle⁹, une experte mondiale du contenu généré par les utilisateurs de la vérification et des troubles de l'information, permettent de classer, en fonction des éléments suivants, le niveau du désordre informationnel et ses potentielles conséquences. Il s'agit de :

- 1. L'agent** : qui représente le concepteur, producteur et distributeur d'informations basées sur un sujet ;
- 2. Le message** : qui contient le type de message, le format, les caractéristiques du message créé et diffusé ;
- 3. L'interprète** : c'est le destinataire du message. Il se focalise sur la manière dont le message a été reçu et comment l'interprétation a été faite.

Parmi les acteurs impliqués dans ce désordre informationnel au Gabon, on y retrouve : les *leaders d'opinion*, souvent assimilés comme des voix autorisées de la société civile.

Pour rappel, entre 2009 et 2016, les leaders de la société civile ont conquis l'espace web, particulièrement les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp et Twitter devenu X) devenus le terrain de jeu d'un *nouveau deal* de l'information, de la dénonciation, de la défense des droits civiques et paradoxalement de la propagande. C'est le cas de quelques initiatives de débats en ligne : sur Facebook, on peut citer *Groupes Infos Kinguélé*¹⁰ et *Infos Kinguele Libre*

*Copil Citoyen*¹², un outil de veille sur les mesures gouvernementales anti Covid-19 créée en 2020 ou *Edifice Commun*, un forum de discussions de plus de 1000 membres sur WhatsApp, etc.

Depuis août 2023, la tendance semble avoir pris un autre tournant sur la webspère gabonaise avec notamment l'arrivée d'un nouveau réseau social pour adolescent lancé en 2016 : *TikTok*. Il apporte avec lui une autre dimension à libérer de ton, une critique parfois acerbe et une facilité déconcertante à monter et superposer des vidéos de courtes durées et ça marche.

Le réseau a largement contribué à créer une campagne silencieuse autour du « *dés-activisme* » qui visait, à travers l'acronyme « *VAR*¹³ », à rappeler les anciennes prises de positions avant le 30 août de certains leaders d'opinion taxés de « *nouveaux chantres* », non sans quelques vidéos diffamatoires appelant même à une sorte de « *révolte* ».

Si aucune action de contrôle n'est effectuée sur TikTok, le flux des vidéos largement relayées sur WhatsApp pourra accroître le risque de désinformation et représenter une menace pour la paix sociale en cette période de transition que traverse le Gabon.

Citoyen lambda, lanceurs d'alertes, influenceurs ou « *activistes* », ils constituent ces autres acteurs ordinaires qui polluent le ciel gabonais des fausses informations et de mal information.

D'ailleurs, *Stive Romeo MAKANGA*, rédacteur en chef du média en ligne *Kongossanews.info*, nous fait observer que depuis la période de transition actuelle « *il y a de nombreux activistes qui, ne résidant pas au Gabon pour la plupart, livrent des informations assez dangereuses et souvent de nature à jeter le discrédit sur les autorités de la transition et donc du CTRI* ». Simple nuance ou contre-poids avec la nouvelle « *résistance* », qui distille sa désapprobation quant aux choix opérés par le CTRI ?

Dans tous les cas, la nouvelle organisation étatique militaire semble ne pas plaire à tout le monde.

⁷ Loi n° 3/91 du 26 mars 1991, modifiée par la loi n° 1/94 du 18 mars 1994, la loi n° 18/95 du 29 septembre 1995

⁸ Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique 2019

⁹ Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policymaking, Wardle, C., & Derakhshan, (2017)

¹⁰ Le groupe compte plus de 55 000 membres : <https://www.facebook.com/groups/286984441338571/>

¹¹ Le groupe compte plus de 123.000 membres : <https://www.facebook.com/groups/1514374852126155>

¹² Le Copil Citoyen, un observatoire Citoyen de la Gouvernance Publique : <https://www.facebook.com/CopilCitoyenGabon>



En réalité, la lutte contre la désinformation à l'échelle locale se heurte à cette difficulté de détecter systématiquement, dans le flot d'informations partagées en ligne et qui circulent sur les réseaux sociaux, les fausses nouvelles, les tentatives de manipulation et de propagande. Et dans cet espace, il est impossible de parler de ces figures du web sans citer :

- **Yann NDONG**, résidant en France et connu sous le pseudonyme « *Bandecon en Chef* », qui détient les pages les plus suivies sur Facebook : « *l'œil de la nasa*¹⁴ » avec plus de 225 000 abonnés et « *Badecon en chef empire officiel*¹⁵ » qui cumule plus de 145 000 abonnés ;
- **Stephane Nzeng**, lanceur d'alerte résidant en France et créateur de la page Facebook « *Les Zanalystes*¹⁶ », compte plus de 31 000 abonnés.

Depuis 2021, ces deux personnages jouent un rôle (que je vous laisse le choix de définir) dans le débat sur le cyberspace gabonais.

LE CAS ESTHER MIRACLE, MARS 2023

Nos hommages aux disparus.

Rappel des faits : à l'aube du 9 mars 2023, le ferry Esther Miracle¹⁷ chavira au large des côtes gabonaises, faisant 30¹⁸ morts et plusieurs disparus en mer selon le communiqué officiel des autorités.

Le 11 mars 2023, dans un climat de tension et d'angoisse, les familles des passagers à bord du ferry à destination de Port-Gentil (capitale économique du pays) et dont les corps n'avaient pas été retrouvés jusque-là, ont vu la situation s'exacerber lorsque la toile s'est enflammée suite à la diffusion d'une fake news particulièrement grotesque : « *Cinq rescapés¹⁹ repêchés vivant sur les côtes de Sao-Tomé* ».

Très vite, la fausse information fut reprise par un autre acteur non-négligeable du désordre informationnel : *les journalistes et plus globalement les médias*, sans vérification.

Pour illustrer cette observation, on peut se référer à la version française du rapport²⁰ de la Fondation Friedrich Ebert (2016) sur les médias au Gabon « *la rigueur dans le traitement de l'information n'est pas la qualité la mieux partagée chez les médias gabonais* », le travail de vérification de cette information aura été vite dépassé par le souci de l'instantanéité et la course au clic.

Le 13 mars, le média en ligne Gabonreview a recadré les choses et tut définitivement la fake news en publiant un article sous le titre « *Naufrage de l'Esther Miracle : Déjà 6 morts et aucun survivant retrouvé à São Tomé²¹* ». C'est le même média qui avait aussi apporté un démenti²² sur une présumée fuite²³ de l'entraîneur des panthères du Gabon version cycliste, Abraham Ollano Manzano avec la coquette somme de 30 millions de francs CFA. Une autre fake news qui avait été relayée par les médias en ligne.

Enfin, c'est dans un live²⁴ sur la page de *l'œil de la nasa* daté du 14 mars 2023, animé par Yann NDONG et Stephane Nzeng et sous le titre « *Naufrage Esther Miracle : que s'est-il passé le 9 mars 2023 ?* » qu'on découvrira des informations redécouvertes, fiables et dépassant celles que les algorithmes de recommandation de Facebook avaient permis d'alimenter pour diffuser la fake news, créée par un internaute gabonais.

Sans être exhaustif sur le cas de l'Esther Miracle, on comprend bien que malgré leur contexte et les intentions de leur auteur, les informations erronées perturbent l'opinion publique. Mieux, elles permettent même d'établir un profil très précis de la population en ciblant les contenus qui leur sont adressés et constituent des centres d'intérêt où le lien social est plus fort que la vérité accablante de certains faits.

¹⁴ Page Facebook « l'œil de la nasa » : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100077500695375>

¹⁵ Page Facebook « Bandecon en chef officiel » : <https://www.facebook.com/badeconking>

¹⁶ Page Facebook « Les Zanalystes » : <https://www.facebook.com/Zanalystes/>

¹⁷ Gabon : le navire Esther Miracle fait naufrage au large de Libreville :

<https://gabonmediatime.com/gabon-navire-esther-miracle-fait-naufrage-large-libreville/>

¹⁸ <https://www.ifrc.org/fr/article/gabon-ferry-disaster-gabonese-red-cross-supports-ongoing-mental-health-recovery>

¹⁹ Naufrage du Esther Miracle : 5 passagers sur les 34 disparus retrouvés à Sao Tomé :

<https://gabonmalinfos.com/naufrage-du-esther-miracle-5-passagers-sur-les-34-disparus-retrouves-a-sao-tome/>

²⁰ Baromètre des medias Africains : Gabon 2016 : <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/afica-media/15530.pdf>

²¹ Lire l'article ici : <https://www.gabonreview.com/naufrage-de-esther-miracle-deja-6-morts-et-aucun-survivant-retrouve-a-sao-tome/>

²² Tropicale Amissa Bongo : le sélectionneur du Gabon n'a pas démissionné ! :

<https://www.gabonreview.com/tropicale-amissa-bongo-le-selectionneur-du-gabon-na-pas-demissionne/>

²³ Tropical 2023 : le coach des Panthères abandonne l'équipe en Espagne et fuit avec 30 millions :

<https://medias241.com/tropical-2023-le-coach-des-pantheres-abandonne-lequipe-en-espagne-et-fuit-avec-30-millions/>



“

Pour revenir à la désinformation en temps de transition, je pense qu'elle a débuté après la fièvre des premières semaines de "liberté", au cours desquelles les analyses sur la situation sociopolitique du pays étaient dénuées de partie pris.

Aujourd'hui, et de plus en plus, il y a une classe de Gabonais qui désireux de se faire une place au soleil, où d'y rester, s'érigent en défenseurs du « tout va désormais bien dans le meilleur des mondes.

Quand bien même ce n'est pas toujours le cas. Tantôt membres du gouvernement, anciens activistes, ou visages de l'Ancien Régime, ces derniers écurient notamment les réseaux sociaux qui sont devenus, aujourd'hui, un espace important de bouillonnement social et de construction des opinions.

Freddy EYOGUE, journaliste .

”



TRANSITION : DES MÉDIAS ENGAGÉS POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE

Dans ses notes de recherche sur les médias dans les transitions démocratiques (décembre 2015), OLIVIER KOCH²⁵, nous rappelle que les transitions sont des périodes de crise dans lesquelles les médias sont appelés à remplir des fonctions de premier ordre.

Pour Sylvain Abessolo²⁶, ancien directeur général de Gabon 1ère, la première chaîne de télévision publique d'informations au Gabon, « *la presse a un rôle important pour consolider cette transition pour que le régime militaire-civile puisse réussir au bout d'un an ou deux ans de transition, avant de mettre en place de nouvelles institutions. Elle doit également jeter un regard critique sur le fonctionnement de la transition. Les militaires ont dit qu'ils ne font pas de politique, ils sont là pour redresser les torts, pour corriger et donc c'est à nous de saisir la balle au bond pour reconstruire, restructurer et reformer les méthodes de traitement de gestion de l'information* ». Pour ce

plutôt d'analyser ce que cette transition apporte aussi dans le champ médiatique.

Bien que le contexte médiatique précédant la transition ait légèrement encouragé la liberté de la presse, il est important de noter qu'en réalité, aucun espace dans les médias publics n'autorisait une critique impartiale du pouvoir politique. De plus, les tentatives d'émancipation face au contrôle et à la domination des pouvoirs publics étaient considérées comme une provocation. Les professionnels des médias étaient vus comme des transmetteurs de l'action politique, plus précisément comme des porte-voix du régime et surtout taxés de *Kounabéliste*²⁷. Mais le pire, c'est que nombre de journalistes sont restés enfermés dans ce cercle (sont-ils jamais sortis d'ailleurs ?)

Les médias publics en tête ont remplacé le culte d'Ali Bongo par celui du président de la transition, le général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, bafouant par là même, la notion d'informer, et contribuant directement ou indirectement à la mésinformation des masses. Pourtant le même OLIGUI leur a demandé de « *DIRE LES CHOSES* », tant qu'elles sont vérifiées et recoupées.

Pour remplir cette fonction de liberté d'informer, la période de transition actuelle doit permettre de restaurer cette critique. Pour y arriver, les journalistes doivent « difficilement » rompre avec les pratiques héritées de l'Ancien Régime. Cette refonte du journalisme, qui renoue avec le professionnalisme et les normes éthiques appropriées à la démocratie, aidera les médias à assumer leur rôle de « quatrième pouvoir ». Ce qui conduira les gouvernants actuels à rendre des comptes sur leurs actes et à se soumettre aux critiques de l'opinion publique, qui peuvent se traduire par des sanctions au moment du vote.

CTRI : UNE RUPTURE « RÉPUTATIONNELLE » ASSUMÉE

Au lendemain de la prise du pouvoir par les militaires l'étrange intermède des comptes officiels de la communication de la présidence du Gabon est un point non-négligeable de cette transition.

L'apparente suppression²⁸ de l'ancienne page Facebook de la Présidence, du règne du président déchu Ali Bongo Ondimba, au profit d'une autre créée le 31 août 2023 sous le nom « *Présidence du Comité de la Transition et la Restauration des Institutions* » pour enfin être renommée « *Présidence de la République Gabonaise* », le 23 septembre 2023 a donné lieu à une mise en avant, sans précédent, d'une certaine rupture définitive revendiquée par le CTRI à l'issue de son communiqué du 30 août.

²⁵ Olivier Koch du laboratoire des sciences de l'information et de la communication « Les médias dans les « transitions démocratiques » : état des lieux et prospective », 2015 :

²⁶ L'importance des médias locaux dans la transition gabonaise

²⁷ <http://www.gabonreview.com/limportance-des-medias-locaux-dans-la-transition-gabonaise-debats-et-reflexions-a-libreville/>

²⁸ De l'expression « faire du Kounabélisme » : le terme a été inventé pour expliquer le caractère extrême du culte de la personnalité au Gabon.

²⁹ Transparence de la page Facebook de la Présidence de la République Gabonaise :

https://www.facebook.com/presidencecelarepubliquegabonaise/about_profile_transparency



FACE A LA PRESSE ÉTRANGÈRE : QUELLE(S) RÉACTION(S) ?

Retour sur l'expérience avec Jeune Afrique

Le 10 janvier 2024, le média panafricain Jeune Afrique, basé à Paris, publiait dans ses confidentiels, un article titré « *Sylvia et Nouredin Bongo transférés vers un « lieu tenu secret*²⁹ ». Dans celui-ci, le média déclarait que l'ex-première dame et son fils, incarcérés à la prison centrale de Libreville à la suite du coup d'Etat des militaires, avaient été exfiltrés vers une résidence de la capitale gabonaise, sans communication avec leur famille. Un topo

ment, qui a beaucoup réédité l'article. Simple manœuvre de viralité.

Sur la websphère, cette information avait suscité de vives réactions et pour tenter de dissuader les plus curieux, certains médias affirmaient avoir eu accès à des sources sûres pour confirmer que Sylvia et son fils étaient en prison. D'ailleurs, une source du palais présidentiel, contactée par certains médias en ligne, déclarait sans démenti officiel que l'information véhiculée par Jeune Afrique était une fake news³⁰.

Pour la ministre de la communication, Laurence NDONG, la pilule était assez difficile à avaler. Le 13 janvier 2024, elle a organisé une conférence de presse avec quelques journalistes scrupuleusement choisis.

Interrogée par l'un d'entre eux sur cette question, Laurence Ndong fit le choix d'affirmer que l'article ne provenait pas du média. « Pour répondre rapidement à celui qui cite Jeune Afrique, faites attention, (...) tout ce qui se dit sur Internet n'est pas toujours la vérité. J'ai vu souvent des personnes qui trichent, c'est de la fraude. Ils vont reproduire toute la charte graphique de Jeune Afrique et ils vont publier comme si c'était Jeune Afrique alors que ce n'est pas Jeune Afrique faites bien attention quand vous regardez. Regardez bien les liens URL et vous allez déceler que ça ressemble à ça et que ce n'est pas ça du tout ».

Dans la foulée, le membre Gouvernement a indiqué avoir été contacté par un journaliste de Jeune Afrique auprès duquel elle a démenti cette information avant sa publication mais contre toute attente, a été surprise de constater que l'article a quand même été publié, rapporte le média en ligne Dépêches241³¹.

Bien que la déclaration de l'actuel ministre de la communication en elle-même soit inappropriée – prétendre que cet article serait le fruit de potentiel hacker du site officiel de Jeune Afrique – elle montre qu'elle aurait pu éviter une telle posture intellectuelle qui tend à confronter directement des sources d'informations à un impératif d'une communication occasionnellement orientée avec en arrière-plan, l'idée sous-jacente d'une transition en quête de restauration de la vérité auprès du public.

Partant de ce « triste » épisode de Jeune Afrique, on peut avancer l'hypothèse d'une mauvaise information qui, bien qu'ayant reposé sur un fait réel, a été exagérée dans ce cas précis. Contrairement à ce que le ministre de la communication et porte-parole du Gouvernement a subtilement qualifié de fake news, cette situation a plutôt conduit cette dernière à une surenchère dans les éléments de langage.

D'ailleurs, la communication du palais n'a jamais répondu publiquement au média, et ce dernier n'a cessé de documenter les rencontres « secrètes³² » initiées par le président de la transition.

²⁹ <https://www.jeuneafrique.com/1523841/politique/sylvia-et-nouredin-bongo-transferes-de-la-prison-de-libreville-vers-un-lieu-tenu-secret/>

³⁰ Exfiltration de Sylvia et Nouredin Bongo de la prison : Fake news :

<https://gabonactu.com/blog/2024/01/11/exfiltration-de-sylvia-et-nouredin-bongo-de-la-prison-fake-news/>

³¹ Affaire libération de Sylvia et Nourredin: quand Laurence Ndong s'enlise dans des explications ubuesques :

<https://depeches241.com/?p=16290>

³² Oligui Nguema face aux Bongo : coulisses d'une entrevue tenue secrète :

<https://www.jeuneafrique.com/1572202/politique/oligui-nguema-face-aux-bongo-coulisses-dune-entrevue-tenue-secrete/>



JEUNE AFRIQUE, UN MÉDIA « ULTRA » CRÉDIBLE ?

- Pour mémoire, le 6 juin 2023, on pouvait lire dans Jeune Afrique que la présidentielle au Gabon se tiendrait le 2 septembre 2023. Le média panafricain, basé à Paris, précisait que cette date était validée par l'ex président Ali et son gouvernement. Or, il n'en était rien.
- Dans sa parution du 13 octobre 2023, Jeune Afrique, informait en exclusivité comment *Lee White*³³, ancien ministre des eaux et forêts, avait quitté le Gabon. Visiblement libre, aucune information officielle n'a été faite pour expliquer les

Depuis, Jeune Afrique est considéré comme le petit baromètre permettant, non pas de prendre la température, mais de révéler au grand public les topos autour de la transition au Gabon.

Renverser la tendance dans un pays où les professionnels de l'information ont difficilement accès aux sources officielles, relèverait presque d'un miracle. L'exclusivité étant réservée aux médias d'influence tels que Jeune Afrique, qui apparaissent comme les mieux indiqués pour capter les audiences et s'immiscer dans les cercles de décisions.

³³ De Libreville à Londres, comment Lee White a quitté le Gabon : <https://www.jeuneafrique.com/1492710/politique/de-libreville-a-londres-comment-lee-white-a-quitte-le-gabon/>.



CAS D'ÉTUDE : FAKE NEWS CONCERNANT LE REPORT DES TRAVAUX DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF (DNI)

Bref rappel du contexte

Le 2 avril 2024, le président de la transition ouvrait les travaux du dialogue national inclusif (DNI)³⁴ en présence de près de 600 personnes, constituées de politiciens, d'acteurs de la société civile, des religieux et des militaires tous nommés par monsieur Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA. Le DNI avait pour objectif de discuter des conditions d'une profonde réforme du pays.

Les faits

Le mercredi 3 avril 2024, les participants au Dialogue national inclusif étaient prêts à commencer les travaux de cette grande réunion. Cependant, la ministre de la Réforme des institutions avait annoncé le report de la plénière générale au lundi 8 avril. Cette annonce avait causé confusion et frustration parmi les participants. Heureusement, quelques heures plus tard, le porte-parole du Dialogue a clarifié la situation en précisant que la plénière aurait lieu le samedi 6 avril, et que les travaux en commission débuteraient le 8 avril.

Malheureusement, plusieurs médias avaient déjà relayé l'information erronée³⁵ concernant le report des travaux du Dialogue national inclusif au lundi 8 avril. Cette fausse information avait semé le doute et l'inquiétude parmi la population, et avait même créé des tensions entre différents groupes sociaux et politiques.

La diffusion de fausses informations peut nuire à la crédibilité et à l'intégrité du processus de dialogue. Cela peut ralentir les efforts de réconciliation et de paix, en sapant la confiance des parties prenantes. Les acteurs impliqués peuvent devenir méfiants, ce qui complique la négociation et la coopération.

Loic NTOUTOUM, Gabonreview.

FAKE NEWS AUTOUR DU DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF : LEÇONS APPRIS

Le cas des fake news autour du dialogue national inclusif nous donne plusieurs perspectives d'analyse : il permet de comprendre la manière dont la population perçoit cette désinformation diffusée par les médias, marquée par la crainte et le doute, tout en soulignant l'importance de la viralité et la vérité des informations.

Il interroge surtout notre capacité individuelle (en tant que lecteur) à opposer une résistance à la facilité de consommer ou pas les informations qui nous proviennent a priori des médias d'une presse nationale dite « sérieuse ». Chaque citoyen doit désormais faire preuve de discernement et remettre en question la véracité de ce qu'il lit, en prenant en compte la nature potentiellement trompeuse de l'information diffusée.

³⁴ Ouverture du dialogue national inclusif au Gabon : <https://www.union.sonapresse.com/node/27573>

³⁵ Gabon : le porte-parole du dialogue national dément les rumeurs de report et apporte des clarifications : <https://gabon24.tv/gabon-le-porte-parole-du-dialogue-national-dement-les-rumeurs-de-report-et-apporte-des-clarifications/>



L'IMPACT DES FAUSSES INFORMATIONS SUR LA TRANSITION ACTUELLE

Il apparaît évident que l'impact des fausses informations au Gabon demeure perceptible en cette période de transition. Cependant, les effets de celui-ci dépendent de la manière dont l'information erronée est formulée, d'une part, et le fait de la promouvoir ou d'accentuer sa visibilité sur certaines plateformes numériques d'autre part. C'est ce constat que Martial Tsonga, journaliste à Gabonews, présente dans son analyse.

«Au cours de cette période de transition, la désinformation n'a pas tardé à faire son entrée. Avec l'accès facile sur les réseaux sociaux, tout ou presque est permis. Chacun dit librement ce qui lui passe par la tête. Vrai ou faux, il écrit quand-même. La rapidité avec laquelle vont les nouvelles montre combien les réseaux sociaux sont aussi efficaces et puissants que la désinformation a lieu de cité. La période de la transition est sujette aux fake news, qui parfois divisent les uns et les autres. Elle a d'ailleurs déjà soumis beaucoup à sa volonté. Chacun se dit "maître de sa vérité". Il faut trouver quelque chose à dire, quelqu'en soit le prix. Même dire ou écrire pour désorienter, cela suffit. C'est la bataille de l'information ».

Pour mieux comprendre, intéressons-nous au cas de l'ancien animateur Jocelyn Nsimoro Obame, plus connu sous le nom de *Stempy Love Obame* qui a été condamné³⁶ le 26 juin 2024 par le tribunal de première instance de Libreville à 12 mois d'emprisonnement dont 9 avec sursis, pour diffamation et diffusion de fausses nouvelles.

Dans un vidéo³⁷ publiée sur sa page Facebook Jocelyn Obame le 12 juin et très reprise sur TikTok, Stempy avançait l'existence d'un complot contre l'actuel chef de l'État. Selon ce dernier, des collaborateurs du cabinet présidentiel auraient planifié des nominations à l'insu du président de la République lors d'une réunion dans un hôtel de Libreville par une certaine *Ngoulou 2*³⁸

Dans un vidéo publiée sur sa page Facebook Jocelyn Obame, le 12 juin et très reprise sur TikTok, Stempy avançait l'existence d'un complot contre le chef de l'État. Selon ce dernier, des collaborateurs du cabinet présidentiel auraient planifié des nominations à l'insu du président de la République lors d'une réunion dans un hôtel de Libreville par une certaine *Ngoulou 2*.

Cette fausse information a conduit Mme Victorine Tchicot, seule femme du cabinet du président de la transition, à porter plainte.

Elle dénonçait l'usage du pronom « elle » comme motif suggestif désignant une personne accusée d'avoir « *un comportement douteux* » et de vouloir « *boycotter les actions du chef de l'État* », nous rapporte Gabonreview. l'État », nous rapporte Gabonreview.

Au Gabon, la particularité de propagation des informations erronées à une échelle plus large répond souvent à des tentatives de déconstruction de la personne physique, de manipulation, voire de diffamation à travers des contenus numériques qui ne font l'objet d'aucune forme de vérification. En l'absence de tout contrôle, qui s'apparente à une forme de faiblesse offrant une occasion en or pour des manipulations

velles entretient et renforce un doute permanent au sein de l'opinion publique.

Avec cette transition, on est en droit de se poser les questions suivantes : qu'est-ce qui a changé avec l'information en 2023 ? Qu'est-ce qui nous surprend dans cette situation d'exception que traverse notre pays ?

Comme pour nous rappeler cette maxime d'Antoine de Saint-Exupéry « *Si tu diffères de moi, mon frère, loin de me léser, tu m'enrichis* », nous sommes en guerre informationnelle contre nous-mêmes. Le Dr. Jean Philippe RIAN, conseil en intelligence artificielle et communication digitale, n'affirme-t-il pas que « *dans ces espaces digitaux, ce n'est plus la nation qui est le groupe d'appartenance majeure, mais la communauté, la tribu, le collectif de pensée qui se sent attaqué par d'autres* » ?

Depuis août 2023, on constate que les informations erronées circulent avec une certaine rapidité sur certains canaux de communication, notamment sur WhatsApp. Leur vérification par les sources officielles est souvent mise en épreuve à cause de l'absence de démenti, à défaut d'apporter des clarifications aux journalistes.

À ce rythme, la désinformation pourrait occasionner une lecture biaisée concernant les activités du CTRI, créer davantage de confusion sur le cynisme observé dans le traitement de certains articles publiés par la presse étrangère, polariser l'opinion publique, promouvoir la diffusion de discours haineux³⁹ et saper l'image du CTRI.

³⁶ Faux complot présidentiel / Stempy Obame : 10 millions de francs CFA pour un vidéo mensongère :

<https://www.gabonreview.com/faux-complot-presidentiel-stempy-obame-10-millions-de-francs-cfa-pour-une-video-mensongere/>

³⁷ Live vidéo : <https://www.facebook.com/watch/?v=360101676723799&rid=Y1cPKBGZk4q8B8>

³⁸ En référence à Yann Ngoulou, ancien directeur de cabinet Nourredin Bongo, interpellé lors de la prise de pouvoir par les militaires en août 2023

³⁹ La « discours de haine » désigne un discours injurieux visant un groupe ou un individu sur la base de caractéristiques intrinsèques (telles que la race, la religion ou le genre) et pouvant menacer la paix sociale.



RECOMMANDATIONS

Chaque année, les tentatives de désinformation et de fausses informations se multiplient à l'échelle mondiale. Au Gabon, elles sont entretenues, comme ailleurs, par l'entremise des réseaux sociaux, des deep fakes et représentent une menace croissante avec la démocratisation des outils d'intelligence artificielle, qui permettent de propager des contenus erronés de manière plus sophistiquée.

Pour répondre à ce nouveau défi informationnel, il est judicieux de croiser les regards sur les moyens de lutte contre la désinformation à l'échelle internationale, voire régionale. Ce processus permettra d'identifier les bons procédés, de mesurer les enjeux afin d'apporter des solutions efficaces. Ainsi pour contribuer à la lutte contre la désinformation, nous formulons les recommandations (non exhaustives) suivantes :

- 1 Harmoniser l'actuel Code de la communication** : Il est nécessaire de renforcer la législation contre la diffusion de fausses informations. Cependant, il est crucial de garantir que ces lois respectent la liberté d'expression et ne soient pas utilisées pour réprimer la presse libre.
- 2 Garantir l'accès à l'information publique** : Au Gabon, l'information publique demeure difficile, en dépit des progrès de la législation sur le droit à l'information. Ce paradoxe est encore marqué en ce temps de transition. La transparence et la redevabilité sont des principes fondamentaux d'une bonne démocratie. Les citoyens et les journalistes ont le droit d'accéder aux informations détenues par les autorités publiques.
- 3 Appuyer la Haute Autorité de la Communication dans la collaboration avec les médias sociaux** : La collaboration avec les plateformes numériques est primordiale. Les entreprises de médias sociaux et les plateformes en ligne doivent travailler avec la HAC pour détecter et supprimer les fake news de manière plus efficace. Cela peut inclure l'utilisation d'algorithmes de détection, de fact-checkers indépendants et de mécanismes de signalement par les utilisateurs, sans que cela ne conduise à une censure permanente.
- 4 Promouvoir un journalisme de qualité** : Les médias professionnels et indépendants qui suivent des normes éthiques strictes doivent être encouragés. La transparence et la responsabilité dans le journalisme sont essentielles pour contrer les fake news. À ce titre, les professionnels doivent bénéficier de séances de renforcement des capacités.
- 5 Mettre en place de véritables programmes de sensibilisation** : Ils doivent être initiés par la HAC. Il est important d'impliquer la société civile dans cette lutte contre les fake news. Les organisations, les ONG et les groupes communautaires peuvent sensibiliser et éduquer leurs membres sur les dangers des fake news. De même, il est nécessaire de favoriser, de soutenir et de financer l'émergence d'initiatives de fact-checking dans le pays.



6 Initier des programmes d'éducation aux médias et à l'information : Il faut promouvoir l'éducation aux médias et à l'information, aussi bien en français que dans nos langues vernaculaires. Les citoyens doivent être formés pour reconnaître les fake news, vérifier les sources et identifier les biais médiatiques.

7 Créer un observatoire national des médias et réseaux sociaux : un outil de veille informationnelle avec pour objectif de protéger les citoyens contre les fausses nouvelles, de fournir des analyses et études sur l'environnement médiatique au Gabon.



CONCLUSION

Il est clair que cette étude sur la désinformation en période transition au Gabon n'est pas exhaustive.

À travers cette note d'analyse, nous avons voulu regrouper des échanges de journalistes, d'articles de presse et spécialistes de médias pour, d'une part, contribuer à sensibiliser et, d'autre part, bien saisir toutes les dimensions de la désinformation qui s'opère dans un contexte de transition.

Au-delà de cette alerte informationnelle collective et de la bonne compréhension des mécanismes de la désinformation, la transition actuelle avec son cortège de manifestations sociales offre un champ idéal de déploiement de l'information-spectacle, ce qui alimente l'appétit du marché noir de l'information.

Car dans ce nouveau champ de bataille, plusieurs acteurs sont à l'origine de la diffusion des fausses informations. Il s'est avéré, au fil de notre analyse, que les réseaux sociaux constituent les principales voies d'amplification d'informations diffusées sans vérification.

Ainsi, pour tenter de renverser la tendance, une approche combinant éducation, législation, collaboration avec les plateformes numériques, soutien au journalisme de qualité et communication proactive est essentielle pour y remédier efficacement.

Conscient qu'une élection présidentielle sera organisée au Gabon après la période de transition, il est donc essentiel et urgent de lancer des actions immédiates, afin de se donner les moyens de mener cette lutte contre la désinformation en gardant en objectif que celle-ci sera de longue haleine.



(C) BOURSIER TCHIBINDA, AOÛT 2024
CONCEPTION : BITEGHE IBA-BA CHARLES